

**Nations unies - RCA/MINUSCA -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 23 octobre 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaiterais vous remercier pour l'organisation de cette réunion, qui intervient à un moment particulièrement important pour la RCA. Je souhaiterais également remercier nos intervenants pour leurs présentations très éclairantes.

1/ La situation en RCA demeure encore particulièrement fragile en raison des violences perpétrées par les groupes armés contre les populations civiles, notamment les femmes et les enfants, les personnels humanitaires et médicaux, et les Casques bleus. Les exactions commises au mois de septembre à Bria contre des déplacés internes lors d'affrontements entre ex-Sélékas et anti-Balaka en sont un témoignage tragique et inacceptable.

Dans ce contexte difficile, nous réitérons tout notre soutien au président Touadéra dans ses efforts pour favoriser la réconciliation nationale et rétablir l'autorité de l'Etat et nous l'encourageons à continuer à oeuvrer en faveur de la justice, du désarmement des groupes, et du relèvement économique du pays.

Nous considérons également que le message aux groupes armés doit être clair : ils doivent déposer les armes et s'engager sans délai et sans condition dans le processus de paix et savoir que les violences auxquelles ils se livrent ne resteront pas impunies. La France salue à ce titre la session inaugurale de la Cour pénale spéciale qui s'est tenue hier et qui marque le lancement officiel des enquêtes sur les graves violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire qui ont été commises dans le pays. C'est une étape importante dans la lutte nécessaire contre l'impunité.

Monsieur le Président,

2/ La situation actuelle, aussi préoccupante soit-elle, ne doit pas masquer néanmoins les progrès réels qui ont été réalisés depuis l'année dernière. Ils montrent qu'une solution à la crise est possible. Nous nous félicitons ainsi de la tenue de la réunion de haut niveau sur la RCA en marge de l'Assemblée générale, qui a permis de réaffirmer le soutien de la communauté internationale à la RCA et de souligner que l'Initiative africaine est le seul cadre du processus de paix dans le pays. C'est un point essentiel.

Dans ce contexte, alors que la liste des revendications des groupes armés a été finalisée lors de la réunion organisée par le Panel de Facilitateurs à Bouar en août dernier et transmise aux autorités centrafricaines, la priorité est désormais d'avancer, sans délai, vers un dialogue direct entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés pour aboutir à un accord politique global, qui ne laisse aucune question de côté, notamment celle de la lutte contre l'impunité.

Je souhaiterais à cet égard souligner trois éléments qui nous apparaissent cruciaux pour le succès de l'Initiative africaine :

- il est fondamental d'abord d'éviter les initiatives parallèles, sources de confusion, et de veiller à la bonne coordination de tous les partenaires de la RCA, en soutien de l'initiative africaine. C'est une condition du succès ;
- il est crucial également que l'Union africaine et tous les Etats de la région poursuivent leur engagement, au plus haut niveau, afin de garantir le succès des prochaines étapes de la mise en oeuvre de la feuille de route de Libreville. Nous saluons à ce titre la décision récente des Nations unies et de l'Union africaine de nommer un envoyé spécial conjoint pour soutenir l'Initiative africaine. Il pourra naturellement compter sur l'appui résolu de la France ;
- il est essentiel enfin que ce dialogue direct entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés associe les autres segments de la société centrafricaine, notamment les femmes dont la participation au processus de paix est indispensable.

Monsieur le Président,

3/ Je souhaiterais terminer mon intervention en réaffirmant le plein et entier soutien de la France à la MINUSCA et au représentant spécial, M. Parfait Onanga. La MINUSCA, qui opère dans un environnement difficile, joue un rôle indispensable, que ce soit en matière de protection des civils, de soutien au processus de paix, de facilitation de la délivrance de l'aide humanitaire, ou encore de l'appui au relèvement de la RCA. La MINUSCA a donc besoin de notre soutien résolu à tous. Je souhaiterais à ce titre rendre hommage aux Casques bleus qui paient un lourd tribut à leur engagement en RCA. Je souhaiterais également saluer l'ensemble des efforts importants entrepris par la MINUSCA pour accroître sa mobilité, réduire son empreinte, améliorer sa performance opérationnelle, et poursuivre le travail déjà engagé avec les pays contributeurs de troupes pour prévenir les cas d'exploitation et d'abus sexuels et s'assurer qu'ils ne restent pas impunis. Ces efforts bienvenus doivent naturellement se poursuivre.

Dans ce contexte, Monsieur le Président, à l'approche du renouvellement du mandat de la MINUSCA, la France soutient pleinement les recommandations du Secrétaire général, en particulier celle de maintenir le format et le mandat robuste de la MINUSCA. Il nous apparaît également crucial que la MINUSCA puisse renforcer son rôle de soutien au processus politique. Nous saluons à ce titre la décision prise par les Nations Unies et l'Union africaine d'intégrer la MINUSCA à l'Initiative africaine et d'intégrer le Représentant spécial dans le Panel de Facilitateurs.

Enfin, la France plaide vigoureusement pour que le Conseil de sécurité autorise la MINUSCA à fournir un soutien logistique limité au redéploiement progressif et maîtrisé des FACAs formées ou certifiées par EUTM RCA. Ce soutien est en effet essentiel pour permettre, aux côtés de forces de sécurité intérieure, la restauration de l'autorité de l'Etat, qui est notre priorité commune - et cela dans toutes ses composantes, administratives, sécuritaires, et judiciaires. C'est une attente forte des autorités centrafricaines, et des populations centrafricaines elles-mêmes. Et je tiens ici à saluer à nouveau l'excellent travail d'EUTM RCA pour soutenir la réforme du secteur de sécurité en RCA.

Monsieur le Président,

Je souhaiterais pour conclure souligner l'importance pour ce Conseil et pour la communauté internationale dans son ensemble de rester mobilisés et unis en soutien à la MINUSCA et en faveur d'une paix durable en RCA. C'est l'une des conditions pour réussir en appui à la RCA et à tous les Centrafricains. Et c'est dans cet esprit que la France présentera dans les prochains jours un projet de résolution pour le renouvellement du mandat de la MINUSCA. Je vous remercie./.